

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Guinée-Bissau/Indépendance An 50 : le président Oligui Nguema présent à Bissau

LE chef de l'Etat, qui a quitté Libreville mercredi, a assisté, hier, aux festivités commémoratives de l'accession de ce pays d'Afrique de l'Ouest à la souveraineté internationale.

O.N.
Libreville/Gabon

INITIALEMENT prévue le 24 septembre dernier, la cérémonie commémorant le 50e anniversaire de l'accession à l'indépendance de la Guinée-Bissau ont finalement eu lieu hier, en différé. Invité par son homologue bissau-guinéen, le général Umaro Sissoco Embaló, le chef

de l'Etat, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, qui est arrivé à Bissau mercredi, a pris part aux festivités y relatives, notamment la parade militaire. Plusieurs autres chefs d'Etat étaient également présents. Il faut souligner qu'au terme de ladite parade militaire qui a eu lieu à l'avenue Amilcar Cabral, le numéro un bissauguinéen a livré une adresse à l'endroit de

son peuple. Occasion pour lui de rendre hommage aux héros de l'indépendance de la Guinée-Bissau...

A noter par ailleurs qu'à la fin de la cérémonie, le président Oligui Nguema a adressé ses félicitations à son homologue bissauguinéen pour l'organisation des festivités. De même, le président de la Transition s'est dit honoré par l'accueil qui lui a été réservé en terre bissau-guinéenne. Non sans réitérer la volonté du Gabon à développer un partenariat actif avec la Guinée-Bissau.

Pour rappel, le 15 novembre 2022, le Gabon et la Guinée-Bissau ont paraphé un nouvel ac-



Photo: Desirey Minkah/Presse Présidentielle

La tribune officielle lors de la parade militaire.

cord cadre qui lie les deux pays dans plusieurs domaines d'activités. Ce renforcement de la coopération bilatérale s'articule

à la fois autour des Consultations dans les domaines politique et diplomatique, et dans un cadre général de coopération.

Conseil supérieur de la magistrature : le nouveau secrétaire permanent prend ses fonctions



Photo: Scott Ngokila

Paulette Akolly recevant les documents des mains de son prédécesseur, Gilbert Ngoulakia.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

Paulette Akolly, le nouveau secrétaire permanent du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), a pris officiellement ses fonctions mercredi. C'était à la faveur d'une cérémonie de passation des charges empreinte de sobriété, présidée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Paul-Marie Gondjout, au siège de l'institution. Promue lors du Conseil supérieur de la magistrature extraordinaire du 27 octobre 2023, Paulette Akolly succède à ce poste à Gilbert Ngoulakia.

Haute magistrate chevronnée, nantie d'une expérience professionnelle de 35 ans dans le corps de la magistrature, dame Akolly

ya occupé plusieurs hautes fonctions. Entre autres : premier président de la Cour d'appel de Libreville et président de Chambre à la Cour de cassation.

Le nouveau secrétaire permanent du CSM a dit, dans son mot de circonstance, mesurer l'immense tâche qui lui a été confiée. Elle entend, a-t-elle assuré, l'accomplir en mettant en avant les valeurs d'humilité et de respect envers ses collaborateurs. Bras séculier du Conseil supérieur de la magistrature, le secrétariat permanent qui est une émanation de la volonté des magistrats voulant l'indépendance de la justice, assure entre autres l'administration et le suivi du programme des activités des différents corps de la magistrature, pendant l'année judiciaire.

Chronogramme de la Transition : le peuple gabonais face à ses responsabilités

J.K.M
Libreville/ Gabon

LA publication du projet de chronogramme de la Transition lundi dernier par le porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, a suscité bon nombre de réactions. Les plus nombreuses allant dans le sens de la prolongation de la durée de la Transition au-delà des vingt-quatre (24) mois prévus par ce calendrier. Certaines allant même jusqu'à appeler à l'organisation des marches de soutien afin d'inviter les autorités actuelles à poursuivre leur bail à la tête de l'État.

Aussi compréhensibles que soient-elles, il n'en reste pas moins que toutes ces réactions, à ce qu'il semble, sont plus ou moins feintes d'une certaine forme d'opportunisme. Une agitation de mauvais aloi, un "atalakoulisme" qui n'est pas sans rappeler les comportements qui ont prévalu par le passé, au point de constituer le principal "fonds de commerce" de plusieurs ac-



Photo: DR

Le peuple gabonais est appelé à prendre ses responsabilités face aux enjeux de l'heure.

teurs publics.

Une situation regrettable à plus d'un titre. D'autant plus qu'en déclinant son projet de chronogramme, le CTRI a invité les Gabonais à émettre leurs éventuelles propositions et recommandations lors du Dialogue national prévu en avril prochain. Un cadre formel devant permettre, de manière inclusive, démocratique, responsable, transparente et durable, d'asseoir les fondations d'un nouveau contrat social. Tout en énonçant les différentes étapes devant conduire la Nation tout entière vers ce grand rendez-vous.

Ce faisant, les populations ont été mises face à leurs responsa-

bilités et invitées à prendre véritablement leur destin en main en faisant montre de maturité. À se "démoutonner", en se débarrassant de cette forme de passivité, d'attentisme et de résignation qui, d'une certaine façon, a concouru à l'abaissement de notre pays sur plusieurs plans sur fond de dénégation des valeurs de patriotisme, de fraternité, de solidarité, du goût de l'effort, de la primauté du bien collectif sur les intérêts individuels, etc.

Bref, plus que jamais, les Gabonais et Gabonaises se doivent de se hisser à la hauteur des enjeux de l'heure en devenant des acteurs conscients de leurs responsabilités face à l'histoire.